

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2022

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Hugo Lépine, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalité de Morin-Heights pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Signature _____ Date **8 mai 2023**

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	20
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	21
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	22
Charges par objets	23
Excédent (déficit) accumulé	24
Avantages sociaux futurs	28

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	34
Analyse des charges	46

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Morin-Heights,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ DE MORIN-HEIGHTS (la « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE MORIN-HEIGHTS au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE MORIN-HEIGHTS inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés



CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Saint-Jérôme, 8 mai 2023

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	9 850 678	9 630 836	9 180 020
Compensations tenant lieu de taxes	2	40 811	46 629	42 579
Quotes-parts	3			
Transferts	4	135 275	3 508 206	444 395
Services rendus	5	654 664	716 018	723 605
Imposition de droits	6	1 366 645	2 105 801	2 186 596
Amendes et pénalités	7	68 000	119 243	64 191
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	121 000	186 090	140 607
Autres revenus	10	87 697	117 028	(69 863)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	12 324 770	16 429 851	12 712 130
Charges				
Administration générale	14	1 445 539	1 743 191	1 513 014
Sécurité publique	15	2 173 188	2 231 877	2 040 216
Transport	16	3 514 407	4 609 934	4 102 904
Hygiène du milieu	17	1 098 110	1 493 100	1 398 480
Santé et bien-être	18	22 000	22 000	20 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	936 551	992 367	723 399
Loisirs et culture	20	1 957 190	2 254 093	1 871 551
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	312 840	421 057	312 989
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	11 459 825	13 767 619	11 982 553
Excédent (déficit) de l'exercice	25	864 945	2 662 232	729 577
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		24 692 312	23 962 735
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		24 692 312	23 962 735
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		27 354 544	24 692 312

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 180 098	3 469 257
Débiteurs (note 5)	2	7 248 315	3 096 412
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	11 428 413	6 565 669
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		2 825 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 602 727	3 122 842
Revenus reportés (note 12)	12	577 763	510 743
Dettes à long terme (note 13)	13	20 097 323	13 270 570
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	25 277 813	19 729 155
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(13 849 400)	(13 163 486)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	40 922 131	37 668 449
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	104 282	39 982
Stocks de fournitures	20	98 593	72 742
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	78 938	74 625
	23	41 203 944	37 855 798
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	27 354 544	24 692 312

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	864 945	2 662 232	729 577
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	5 323 733)	5 586 918)
Produit de cession	3		129 029	3 000
Amortissement	4		1 992 933	1 751 831
(Gain) perte sur cession	5		(51 911)	73 672
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(3 253 682)	(3 758 415)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(64 300)	109
Variation des stocks de fournitures	10		(25 851)	(3 495)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(4 313)	20 517
	13		(94 464)	17 131
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	864 945	(685 914)	(3 011 707)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(13 163 486)	(10 151 779)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(13 163 486)	(10 151 779)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(13 849 400)	(13 163 486)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 662 232	729 577
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 992 933	1 751 831
Autres			
▪ Gain (perte) sur cession	3	(51 911)	73 672
▪	4		
	5	4 603 254	2 555 080
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(4 151 903)	(130 825)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 479 885	1 830 491
Revenus reportés	9	67 020	104 045
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(64 300)	109
Stocks de fournitures	12	(25 851)	(3 495)
Autres actifs non financiers	13	(4 313)	20 517
	14	1 903 792	4 375 922
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(5 323 733)	(5 586 918)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	129 029	3 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(5 194 704)	(5 583 918)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	8 225 100	1 649 273
Remboursement de la dette à long terme	26	(1 303 359)	(1 229 181)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(2 825 000)	2 225 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(94 988)	(22 229)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	4 001 753	2 622 863
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	710 841	1 414 867
Solde déjà établi	33	3 469 257	2 054 390
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	3 469 257	2 054 390
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	4 180 098	3 469 257

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Morin-Heights est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de l'exercice considéré. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

La direction a procédé à des estimations et hypothèses lors de l'établissement de la provision pour créances douteuses et de l'amortissement des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer en raison des incertitudes reliées à leurs mesures. Ainsi, l'évaluation de la provision pour créances douteuses, l'évaluation des immobilisations corporelles, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente et les provisions à l'égard des réclamations en justice reflètent les meilleures estimations de la direction selon l'information disponible à la date de clôture.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.
- Les revenus d'intérêts sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler le déficit de caisse.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie au bilan.

La dépense d'amortissement est reflétée à l'état du coût des services municipaux. La contrepartie est comptabilisée dans le poste « amortissement cumulé ».

La valeur comptable des actifs vendus ou détruits doit être déduite dans chacune des catégories d'actifs concernés.

Le coût d'une immobilisation reçue à titre gratuit comprend :

- La juste valeur marchande du bien reçu à la date d'acquisition et les autres frais inhérents à l'acquisition.

Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode d'amortissement linéaire. La vie utile est la période estimative totale, débutant à la date d'acquisition et durant laquelle cet actif est susceptible de rendre des services à l'organisme municipal. La durée de vie utile maximale est fixée à 40 ans.

Infrastructures	15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	15, 30 et 40 ans
Véhicules	5, 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Pour les immobilisations en cours :

L'amortissement sera établi à partir de la date du transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des revenus reportés sont constatés à l'état des résultats lors de l'utilisation aux fins prévues.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

- Pour financer l'augmentation du fonds de roulement : au fur et à mesure du remboursement de la dette.
- Pour financer les travaux réalisés pour le raccordement d'aqueducs privés : au fur et à mesure du remboursement de la dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 180 098	3 469 257
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	4 180 098	3 469 257
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8 ()	(
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	4 180 098	3 469 257
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	1 888 681	1 288 598
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	425 552	566 112
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13	39 546	44 744
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	4 583 777	1 337 817
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	372 740	225 400
Organismes municipaux	16		
Autres			
▪ Divers + amendes SQ	17	1 281 222	454 915
▪ Mutations	18	545 478	467 424
	19	7 248 315	3 096 412
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	3 781 862	985 424
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21	59 775	
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	3 841 637	985 424
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	37 577	15 582
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	3 762 496	1 139 890
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	19 366	19 366
Ministère de la Culture et des Communications	29		
Autres ministères/organismes	30	801 915	178 561
	31	4 583 777	1 337 817

Note**6. Prêts**

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38		
Autres placements	39		
	40		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note**8. Avantages sociaux futurs**

	2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	
	45	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	
Régimes à cotisations déterminées	48	
Autres régimes (REER et autres)	49	
Régimes de retraite des élus municipaux	50	
	51	

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

	2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52	
Autres	53	
	54	

Note**10. Emprunts temporaires**

La marge de crédit autorisée s'élève à 2 000 000 \$. Elle porte intérêt au taux préférentiel et est renouvelable annuellement en décembre. Le solde est à 0 \$ au 31 décembre 2022.

11. Crédoeurs et charges à payer

	2022	2021	
Fournisseurs	55	3 281 325	1 997 185
Salaires et avantages sociaux	56	394 287	430 485
Dépôts et retenues de garantie	57	703 207	615 091
Provision pour contestations d'évaluation	58	83 343	
Autres			
▪ Intérêts sur dette	59	109 727	51 477
▪ TPS/TVQ	60	30 838	28 604
▪	61		
▪	62		
▪	63		
	64	4 602 727	3 122 842

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	85 136	122 186
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	122 938	95 185
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	255 297	127 925
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77	10 000	22 000
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Activités sportives	80	59 620	98 576
▪ Appui organismes	81	44 772	44 871
▪	82		
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	577 763	510 743

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	4,75	2023	2038	88	19 887 160	12 749 980
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,75	5,20	2023	2025	94	262 829	369 622
Autres	4,29	5,39	2023	2024	95	121 536	230 182
					96	20 271 525	13 349 784
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(174 202)	(79 214)
					98	20 097 323	13 270 570

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2023	99		1 434 320	160 520	113 599	1 708 439
2024	100		1 341 420	53 192	7 937	1 402 549
2025	101		1 342 620	49 117		1 391 737
2026	102		1 377 640			1 377 640
2027	103		1 418 340			1 418 340
2028 et plus	104		12 972 820			12 972 820
	105		19 887 160	262 829	121 536	20 271 525
Intérêts et frais accessoires	106		()		()	
	107		19 887 160	262 829	121 536	20 271 525

Note

14. Autres passifs

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	11 186 194	1 055 418		12 241 612
Eaux usées	116				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	21 957 561	8 434 253		30 391 814
Autres					
▪	118				
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 305 023	163 968		5 468 991
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	2 986 174	550 332	162 731	3 373 775
Ameublement et équipement de bureau	124	992 233	25 467		1 017 700
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 818 181	267 270	6 532	2 078 919
Terrains	126	3 477 942			3 477 942
Autres	127				
	128	47 723 308	10 496 708	169 263	58 050 753
Immobilisations en cours	129	5 624 286	(5 172 975)		451 311
	130	53 347 594	5 323 733	169 263	58 502 064
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	3 575 009	322 191		3 897 200
Eaux usées	132				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	7 985 655	936 977		8 922 632
Autres					
▪	134				
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	1 481 327	180 612		1 661 939
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	1 656 168	276 347	88 116	1 844 399
Ameublement et équipement de bureau	140	162 594	113 912		276 506
Machinerie, outillage et équipement divers	141	818 392	162 894	4 029	977 257
Autres	142				
	143	15 679 145	1 992 933	92 145	17 579 933
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	37 668 449			40 922 131
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145	702 000			702 000
Amortissement cumulé	146	(161 637)	(57 951)		(219 588)
Valeur comptable nette	147	540 363			482 412

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148		
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150	104 282	39 982
	151	104 282	39 982
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	104 282	39 982

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	165	78 938	74 625
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	78 938	74 625

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

19. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée, d'après divers contrats échéant en 2028, à verser une somme totale de 1 764 370 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices sont les suivants :

2023	-	667 795 \$
2024	-	643 591 \$
2025	-	440 421 \$
2026	-	5 025 \$
2027	-	5 025 \$

20. Droits contractuels

Contrat de déneigement avec le MTQ pour 2023 à 2025 : 686 758 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
	171		
Dettes à long terme			
	172		
	173		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Municipalité fait face à des poursuites relativement à des règlements d'urbanisme, à la facturation de droits de mutations immobilières, à des dommages divers et à des travaux supplémentaires pour un contrat de construction. Le montant total des réclamations connues à ce jour totalise 3 932 344 \$.

Ces poursuites et cette contestation sont actuellement à l'étude par la firme d'avocats mandatée par la Municipalité. La direction de la Municipalité croit au bien-fondé de sa défense. La Municipalité a tout de même provisionné aux états financiers un montant de 438 697 \$ relativement à ces poursuites. De plus, un montant de 3 500 000 \$ est couvert par les assurances.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

23. Redressement aux exercices antérieurs

Afin de refléter la présentation de l'excédent (déficit) accumulé de l'exercice courant, les données de l'exercice 2021 ont été retraitées. En conséquence de ce retraitement, les données de l'administration municipale des postes décrits ci-après, aux états financiers du 31 décembre 2021 ont été augmentées (diminuées) des montants suivants :

Situation financière

Excédent (déficit) de fonctionnement affecté - Élections	(28 709 \$)
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	28 709 \$

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	9 850 676	9 630 836		9 630 836	9 180 020	
Compensations tenant lieu de taxes	2	40 811	46 629		46 629	42 579	
Quotes-parts	3						
Transferts	4	174 472	154 488		154 488	182 178	
Services rendus	5	673 163	716 018		716 018	723 605	
Imposition de droits	6	1 366 645	2 105 801		2 105 801	2 186 596	
Amendes et pénalités	7	68 000	119 243		119 243	64 191	
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	121 000	186 090		186 090	140 607	
Autres revenus	10	30 000	52 728		52 728	(69 863)	
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	12 324 767	13 011 833		13 011 833	12 449 913	
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		3 353 718		3 353 718	262 217	
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		64 300		64 300		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21		3 418 018		3 418 018	262 217	
	22	12 324 767	16 429 851		16 429 851	12 712 130	
Charges							
Administration générale	23	1 445 539	1 636 768	106 423	1 743 191	1 513 014	
Sécurité publique	24	2 173 188	2 144 669	87 208	2 231 877	2 040 216	
Transport	25	3 514 407	3 446 259	1 163 675	4 609 934	4 102 904	
Hygiène du milieu	26	1 098 110	1 109 889	383 211	1 493 100	1 398 480	
Santé et bien-être	27	22 000	22 000		22 000	20 000	
Aménagement, urbanisme et développement	28	936 551	990 992	1 375	992 367	723 399	
Loisirs et culture	29	1 957 190	2 003 052	251 041	2 254 093	1 871 551	
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	312 840	421 057		421 057	312 989	
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 992 933	(1 992 933)			
	34	11 459 825	13 767 619		13 767 619	11 982 553	
Excédent (déficit) de l'exercice	35	864 942	2 662 232		2 662 232	729 577	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	864 942	2 662 232	729 577
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(3 418 018)	(262 217)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	864 942	(755 786)	467 360
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 992 933	1 751 831
Produit de cession	5		129 029	3 000
(Gain) perte sur cession	6		(51 911)	73 672
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		2 070 051	1 828 503
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			109
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			109
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 252 559)	(1 231 099)	(1 181 881)
	18	(1 252 559)	(1 231 099)	(1 181 881)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	15 748)	(228 931)	(381)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	683 814	647 066	40 000
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(269 518)	(268 384)	(228 873)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(10 931)	(10 932)	(10 932)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	387 617	138 819	(200 186)
	26	(864 942)	977 771	446 545
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		221 985	913 905

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	3 418 018	262 217
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	39 997)(	250 114)
Sécurité publique	3 (	88 279)(	171 574)
Transport	4 (	3 811 298)(	1 983 079)
Hygiène du milieu	5 (	1 194 010)(	2 412 266)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	200)(	8 467)
Loisirs et culture	8 (	189 949)(	761 418)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	5 323 733)(	5 586 918)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	64 300)()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 296 627	1 649 273
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	228 931	381
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	17 246	507 535
Excédent de fonctionnement affecté	17	8 981	
Réserves financières et fonds réservés	18	540 000	247 000
	19	795 158	754 916
	20	703 752	(3 182 729)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	4 121 770	(2 920 512)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	3 955 590	3 784 945	3 453 247
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	903 237	887 502	733 192
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	5 052 525	5 445 548	4 753 677
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	286 583	355 402	285 227
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	26 257	65 655	27 762
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	1 235 633	1 235 633	977 618
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 992 934	1 751 830
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21			
▪	22			
▪	23			
	24	11 459 825	13 767 619	11 982 553

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 439 999	1 882 326
Excédent de fonctionnement affecté	2	705 454	596 877
Réserves financières et fonds réservés	3	703 840	1 088 014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(986 537)	(1 093 369)
Financement des investissements en cours	5	85 863	(4 030 907)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	25 405 925	26 249 371
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	27 354 544	24 692 312
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 439 999	1 882 326
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 439 999	1 882 326
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Bibliothèque	12	326 225	330 206
▪ Réserve - Eau	13	75 000	30 000
▪ Réserve - Matières résiduelles	14	304 229	236 671
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	705 454	596 877
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	705 454	596 877

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	656 020
Organismes contrôlés et partenariats	38	1 040 194
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	19 111
Organismes contrôlés et partenariats	40	19 111
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	28 709
Autres		
▪	46	
▪	47	
	48	703 840
	49	1 088 014
	703 840	1 088 014

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ()(
Autres	54 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres	59 ()(
▪	60 ()(
▪	61 ()(
	62 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ()(
Utilisation du fonds de roulement	66 ()(
Autres	67 ()(
▪	68 ()(
▪	69 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ()(
Mesure relative à la COVID-19	71 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ()(
Autres	74 ()(
▪ Aug. fonds de roulement	75 (	809 400)(
▪ Financement racc. aqueduc	76 (	177 137)(
	76 (	986 537)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres	81	
▪	82	
	83 (	986 537)(
	83 (	1 093 369)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84 1 185 127	49 895
Investissements à financer	85 (1 099 264)(	4 080 802)
	86 85 863	(4 030 907)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87 40 922 131	37 668 449
Propriétés destinées à la revente	88 104 282	39 982
Prêts	89	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92 41 026 413	37 708 431
Ajustements aux éléments d'actif	93	
	94 41 026 413	37 708 431
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (20 097 323)(	13 270 570)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (174 202)(	79 214)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97 3 841 637	985 424
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98 809 400	905 300
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	
	100 (15 620 488)(	11 459 060)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 ())
	102 (15 620 488)(	11 459 060)
	103 25 405 925	26 249 371

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
▪	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	()(
Rendement espéré des actifs	34		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119		
Description du régime			
		2022	2021
Cotisations des élus au RREM			
	120		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	7 971 655	7 753 416	7 340 195
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	381 612	381 230	364 443
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	8 353 267	8 134 646	7 704 638
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	371 730	371 265	365 575
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	848 499	848 523	820 053
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	26 000	25 909	24 636
Service de la dette	20	251 180	250 493	265 118
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	1 497 409	1 496 190	1 475 382
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	1 497 409	1 496 190	1 475 382
	29	9 850 676	9 630 836	9 180 020

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30		302	217
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32		2 716	2 719
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33			
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	21 641	24 491	21 641
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	21 641	27 509	24 577
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38	2 100	2 050	2 080
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39			
Taxes d'affaires	40			
	41	2 100	2 050	2 080
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42	17 070	17 070	15 922
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44	17 070	17 070	15 922
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	40 811	46 629	42 579

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49	57 697	57 697	79 611
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51	5 000	2 370	
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54			
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	31 775	14 452	32 481
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	50 000	65 106	58 640
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	30 000	14 863	11 446
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité				
	86			
	87	174 472	154 488	182 178

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie	90		
Sécurité civile	91		
Autres	92		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	93	3 336 718	258 466
Enlèvement de la neige	94		
Autres	95		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	96		
Transport adapté	97		
Transport scolaire	98		
Autres	99		
Transport aérien	100		
Transport par eau	101		
Autres	102		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103		
Réseau de distribution de l'eau potable	104		
Traitement des eaux usées	105		
Réseaux d'égout	106		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	107		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	108		
Tri et conditionnement	109		
Autres	110		
Autres	111		
Cours d'eau	112		
Protection de l'environnement	113		
Autres	114		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	115		
Sécurité du revenu	116		
Autres	117		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	118		
Rénovation urbaine	119		
Promotion et développement économique	120		
Autres	121		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	122		
Activités culturelles			
Bibliothèques	123	5 000	3 751
Autres	124	12 000	
Réseau d'électricité	125		
	126	3 353 718	262 217

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131			
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134			
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	174 472	3 508 206	444 395

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150	895	911
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	895	911
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	18 500	8 798	38 671
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	18 500	8 798	38 671
Réseau d'électricité				
	180			
	181	19 395	9 709	39 539

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182			
Évaluation	183	8 500	12 064	
Autres	184	16 862	12 609	11 931
	185	25 362	24 673	11 931
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187	70 000	87 720	71 920
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	70 000	87 720	71 920
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	5 000	7 081	17 666
Enlèvement de la neige	192	249 356	249 365	249 365
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199	254 356	256 446	267 031
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	200			
Réseau de distribution de l'eau potable				
	201			
Traitement des eaux usées				
	202			
Réseaux d'égout				
	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
	204			
Matières recyclables				
	205			
Autres				
	206			
Cours d'eau				
	207			
Protection de l'environnement				
	208			
Autres	209		100	8 758
	210		100	8 758

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	302 900	335 508	323 641
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	1 150	1 862	785
Autres	222			
	223	304 050	337 370	324 426
Réseau d'électricité				
	224			
	225	653 768	706 309	684 066
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	673 163	716 018	723 605

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	101 900	143 752	112 042
Droits de mutation immobilière	228	1 264 745	1 962 049	2 074 554
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	1 366 645	2 105 801	2 186 596
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	68 000	119 243	64 191
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	121 000	186 090	140 607
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235		51 911	(73 672)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			1 400
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			2 409
Autres contributions	242		64 300	
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	30 000	817	
	245	30 000	117 028	(69 863)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	191 196	193 783		193 783	168 745
Greffe et application de la loi	2	31 300	29 738		29 738	98 720
Gestion financière et administrative	3	1 078 453	1 039 755		1 039 755	920 106
Évaluation	4	131 890	131 890		131 890	269 409
Gestion du personnel	5					
Autres						
▪ Administration générale	6	12 700	241 602	106 423	348 025	56 034
▪	7					
	8	1 445 539	1 636 768	106 423	1 743 191	1 513 014
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 218 727	1 218 636		1 218 636	1 139 705
Sécurité incendie	10	791 780	777 692	87 208	864 900	786 121
Sécurité civile	11	128 548	111 477		111 477	82 457
Autres	12	34 133	36 864		36 864	31 933
	13	2 173 188	2 144 669	87 208	2 231 877	2 040 216
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 363 191	2 293 536	1 070 048	3 363 584	3 004 574
Enlèvement de la neige	15	1 078 906	1 084 071	93 627	1 177 698	1 044 717
Éclairage des rues	16	35 500	31 842		31 842	29 481
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	36 810	36 810		36 810	24 132
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	3 514 407	3 446 259	1 163 675	4 609 934	4 102 904

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	78 829		183 547	183 547	183 546
Réseau de distribution de l'eau potable	24	218 640	307 437	198 904	506 341	509 153
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	179 050	577 711	760	578 471	150 970
Élimination	28	398 528				338 015
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	212 500	213 923		213 923	206 205
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	10 563	10 818		10 818	10 591
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	1 098 110	1 109 889	383 211	1 493 100	1 398 480
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	22 000	22 000		22 000	20 000
	44	22 000	22 000		22 000	20 000

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Budget 2022		Réalizations 2022		Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	693 054	719 424	1 375	720 799	525 234
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49	175 852	197 668		197 668	133 133
Autres	50					
Autres	51	67 645	73 900		73 900	65 032
	52	936 551	990 992	1 375	992 367	723 399
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	876 920	866 625	238 159	1 104 784	962 183
Patinoires intérieures et extérieures	54	49 187	81 832		81 832	115 547
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	51 881	35 449		35 449	69 607
Parcs régionaux	57	709 782	733 058		733 058	550 514
Expositions et foires	58	52 000	27 907		27 907	4 304
Autres	59					
	60	1 739 770	1 744 871	238 159	1 983 030	1 702 155
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	151 203	195 935	12 882	208 817	108 604
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	66 217	62 246		62 246	60 792
	66	217 420	258 181	12 882	271 063	169 396
	67	1 957 190	2 003 052	251 041	2 254 093	1 871 551

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	69	289 158	386 635		386 635	295 296
	Autres frais	70	23 682	34 422		34 422	17 693
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	71					
	Autres	72					
		73	312 840	421 057		421 057	312 989
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		1 992 933 (	1 992 933)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022	Réalizations 2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	192 783	
Usines de traitement de l'eau potable	2	517 204	
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	49 485	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 469 855	4 664 755
Ponts, tunnels et viaducs	7	27 869	
Systèmes d'éclairage des rues	8	29 096	
Aires de stationnement	9	34 903	
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	2 175	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	175 491	331 859
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 532	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	548 447	55 717
Ameublement et équipement de bureau	18	22 785	167 754
Machinerie, outillage et équipement divers	19	244 088	311 833
Terrains	20	5 020	55 000
Autres	21		
	22	5 323 733	5 586 918

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	192 783	
Usines de traitement de l'eau potable	24	517 204	
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	49 485	
Autres infrastructures	27	3 563 898	4 664 755
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	1 000 363	922 163
	34	5 323 733	5 586 918

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 898 988		543 736	3 355 252
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	8 465 372	5 296 627	687 363	13 074 636
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	12 364 360	5 296 627	1 231 099	16 429 888
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	985 424	2 868 698	72 260	3 781 862
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10		59 775		59 775
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	985 424	2 928 473	72 260	3 841 637
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	985 424	2 928 473	72 260	3 841 637
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	985 424	2 928 473	72 260	3 841 637
	19	13 349 784	8 225 100	1 303 359	20 271 525
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	13 349 784	8 225 100	1 303 359	20 271 525

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	20 271 525
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 099 264
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	3 841 637
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	17 529 152
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	
Endettement net à long terme	16	17 529 152
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	2 145 742
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	19 674 894
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	19 674 894
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité

		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	112 254	112 254	112 946
Évaluation	2	131 890	131 890	131 521
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	5 076	5 076	4 912
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	36 810	36 810	24 132
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	556 270	556 270	461 364
Cours d'eau	13	10 423	10 423	10 451
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	23 778	23 778	17 969
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	66 352	66 352	57 770
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	275 563	275 563	125 844
Activités culturelles	23	17 217	17 217	30 709
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 235 633	1 235 633	977 618

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 323 733	5 586 918
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 323 733	5 586 918

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	11,00	38,00	21 736,00	1 165 307	257 719	1 423 026
Professionnels	2						
Cols blancs	3	9,00	35,00	16 380,00	712 606	151 825	864 431
Cols bleus	4	44,00	40,00	91 520,00	1 345 315	358 280	1 703 595
Policiers	5						
Pompiers	6	26,00	5,00	6 760,00	463 027	98 652	561 679
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	90,00		136 396,00	3 686 255	866 476	4 552 731
Élus	9	7,00			98 690	21 026	119 716
	10	97,00			3 784 945	887 502	4 672 447

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	139 625	3 353 718	14 863		3 508 206
	17	139 625	3 353 718	14 863		3 508 206

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	109 241	27 311
	4	109 241	27 311
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	136 667	105 727
Enlèvement de la neige	11	17 089	12 366
Autres	12	1 925	2 833
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	155 681	120 926
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	35 711	53 013
Réseau de distribution de l'eau potable	17	73 972	64 794
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	6 868	6 482
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	116 551	124 289
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	39 584	40 463
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	39 584	40 463
Réseau d'électricité			
	40		
	41	421 057	312 989

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Timothy Watchorn	Maire	27 630	13 815		
Lemire Claude P.	Conseiller	12 528	6 264		
Mc Laurin Peter	Conseiller	11 706	5 853		
Mac Leod Leigh	Conseiller	11 541	5 770		
Cossette Louise	Conseiller	11 541	5 770		
Patenaude Carole	Conseiller	11 541	5 770		
Saulnier Gilles	Conseiller	12 199	6 099		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 800 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	33 411 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 3 : Autres revenus	9	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	\$
Ligne 9 : Autres charges	13	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	\$
Ligne 14 : Débiteurs	16	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	\$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	\$
Ligne 24 : Libres	22	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	\$
Constatés au cours de l'exercice	26	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

28 29

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

30 127 695 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

31 32

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022

33 330 840 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

34 35

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

36 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

37 38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

39 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

40 41

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

42 43

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

M.R.C des Pays-d 'en-Haut (3 ans)

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

44 45

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

46 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

47 48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

49 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

50 51

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

52 _____ \$

- b) autres formes d'aide

53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD57 19 366 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 22 042 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 \$

Systèmes de drainage

64 \$

Abords de routes

65 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 22 042 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 22 042 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

Revêtement et réparation des bordures et stationnement

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 465.12.22

b) Date d'adoption de la résolution

71 2022-12-14

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 154.06.18
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2018-06-13
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 431
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 146
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 14

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 18

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière
modification : 2023-05-05 06:14
